

## Photovoltaïque : « Il faut aider les champions français à exporter »



Copyright Reuters

Olivier Barrellier / CleantechRepublic | 21/05/2013, 15:47 - 529 mots

Le Syndicat des Energies Renouvelables organisera son colloque annuel photovoltaïque le 28 mai prochain. A quelques jours de cet événement, Arnaud Mine - Président de la branche solaire du SER - revient sur l'humeur de la filière solaire française.

**Cleantech Republic : Bien qu'ils aient remonté au premier trimestre 2013, les chiffres de raccordement du photovoltaïque restent inquiétants. Qu'attendez-vous en priorité de ce colloque ?**

**Arnaud Mine** : Nous poursuivons deux objectifs. D'abord contribuer activement à la réflexion sur la transition énergétique, notamment à travers un document écrit que nous allons officiellement diffuser à cette occasion. Et ensuite expliquer sereinement aux pouvoirs - et aux acteurs - publics les enjeux de la filière photovoltaïque française, qui a tout de même beaucoup souffert ces dernières années, notamment du fait d'une régulation discutable. D'ailleurs, afin de maximiser notre communication, l'inscription au colloque est gratuite pour les élus, ainsi que pour le personnel des administrations centrales et des collectivités locales.

**Vous avez donc encore l'espoir de convaincre les décideurs publics... Que leur demandez-vous ?**

Le « cadre stable et prévisible pour les entreprises » annoncé par Delphine Batho serait une très bonne chose. Nous ne sommes pas dogmatiquement opposés à une réglementation, mais

souhaitons qu'elle soit simple, lisible et surtout logique, ce qui n'est vraiment pas le cas actuellement...

### **Plus concrètement, quelles propositions précises allez-vous faire à Delphine Batho et Arnaud Montebourg lors du colloque ?**

Avant les propositions, nous avons quelques messages, qui feront l'objet des tables rondes. C'est en quelque sorte un point d'étape qui commencera par la démonstration de la prochaine « parité réseau » du photovoltaïque et des conséquences réglementaires que cela appelle, notamment au niveau du tarif d'achat, et de l'éligibilité du PV à d'autres dispositifs, comme les CEE. Nous traiterons ensuite de l'intérêt de l'autoconsommation, notamment à l'échelle d'un îlot ou d'un quartier, grâce aux innovations technologiques comme les smart grids. Cela nécessitera une certaine déréglementation de la distribution pour permettre des échanges simples à l'échelle locale. Enfin, nous verrons comment aider la filière d'un point de vue commercial et industriel, et plus particulièrement à l'export, car la France compte beaucoup de champions technologiques qui méritent leur place sur les marchés internationaux.

### **A quels domaines pensez-vous ?**

On trouve des entreprises très innovantes dans quasiment toute la chaîne de valeur. Je pense par exemple à [Soitec](#), à la pointe du PV à concentration, ou à Exosun, qui produit des trackers innovants, ou encore à [Mersen](#) et ses moules en carbone. Sans oublier les fabricants de machines-outils spécialisées, et enfin les fournisseurs de services (ndlr : ingénierie de projet, exploitation, maintenance) pour lesquels les français sont tout à fait légitimes et reconnus. C'est d'ailleurs un des messages clés de notre syndicat : soutenir l'industrie, mais aussi les services, qui sont générateurs de valeur ajoutée.

### **Comment les pouvoirs publics peuvent-ils promouvoir l'export ?**

Les mesures de soutien à l'export ne sont pas forcément financières. Nous aimerions notamment convaincre les organisations françaises en place à l'étranger - typiquement les missions économiques - d'intégrer les PME dans leur démarches et de favoriser plus largement les énergies renouvelables. Le soutien opérationnel peut ainsi prendre plusieurs formes : mise en relation avec des sociétés étrangères, détection d'opportunités, identification de pays cibles ou aide au financement de projets pour les clients. De notre côté, nous sommes en ordre de marche via notre marque-label [France Solar Industry](#), avec laquelle les 450 membres de [SER-SOLER](#) peuvent déjà monter des opérations communes à l'étranger.

